

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES
CITOYENS

Déposé le : 28 Février 2019

No. : CRC-001

Secrétaire : [Signature]

NOTE ÉCONOMIQUE

PORTRAIT DE L'EMPLOI

Une croissance aux retombées
limitées pour nos régions

AVRIL 2018



FÉDÉRATION
QUÉBÉCOISE DES
MUNICIPALITÉS

FAITS SAILLANTS

- Entre 2012 et 2017, les petits centres de population (municipalités de moins de 10 000 habitants) et les régions rurales du Québec ont vu 48 300 emplois disparaître sur leur territoire, dont près de 23 000 entre décembre 2015 et décembre 2017.
- Entre 2006 et 2011, les MRC du Québec ont été les hôtes de 71 % des nouveaux emplois au Québec. Entre 2011 et 2016, la situation s'est inversée et les neuf plus grandes villes du Québec se sont accaparées de 75 % de la croissance des emplois.
- Entre 2012 et 2017, le nombre de chômeurs dans les petits centres de population et les régions rurales a diminué de 20 900 individus, soit un recul de 25,5 %.
- Le vieillissement de la population semble responsable de cette situation inusitée de décroissance simultanée de l'emploi et du chômage:
 - Entre 2011 et 2016, la population âgée de 65 ans et plus a augmenté de 31 % dans les petits centres de population et les milieux ruraux du Québec. À l'inverse, la population âgée entre 15 et 24 ans a diminué de près de 18,3 %.
 - En 2017, les MRC rurales et intermédiaires avaient des indices de remplacement de main-d'œuvre de respectivement 60 et 73.
- En excluant les MRC péri-métropolitaines, les MRC du Québec n'ont accueilli que 10 % des nouveaux immigrants entre 2011 et 2016.
- Entre 2011 et 2016, il y a eu une diminution inquiétante des emplois en région dans le secteur des finances et de l'assurance et celui de la gestion de sociétés et d'entreprises.
 - Les MRC rurales ont vu leur le nombre d'emplois dans ces secteurs diminuer de respectivement 12 et 58 %.
 - Dans les MRC intermédiaires, la diminution du nombre d'emplois dans ces secteurs est de 9 et 58%.

Portrait de l'emploi :

Une croissance aux retombées limitées pour nos régions

Si l'économie du Québec connaît une vague de création d'emplois remarquable dans les dernières années, celle-ci ne semble pas atteindre les régions du Québec qui ont connu des pertes nettes d'emplois lors de cette même période. Portrait d'une situation préoccupante pour l'occupation dynamique de notre territoire.

Avec un taux de chômage historiquement bas de 4,9 % en décembre 2017 et une création de plus de 90 000 emplois lors de la dernière année, il ne fait aucun doute que l'économie du Québec se porte bien. Cependant, comme le faisait remarquer récemment l'Institut du Québec, à l'échelle provinciale, 80 % des emplois créés en 2016 et plus de 60% en 2017 l'ont été dans la région métropolitaine de Montréal. Face à cet accaparement important par la métropole de la création d'emplois dans la province, il y a lieu de se demander : qu'en est-il de la croissance des emplois dans les régions du Québec?

Une perte d'emplois à l'extérieur des grands centres de population

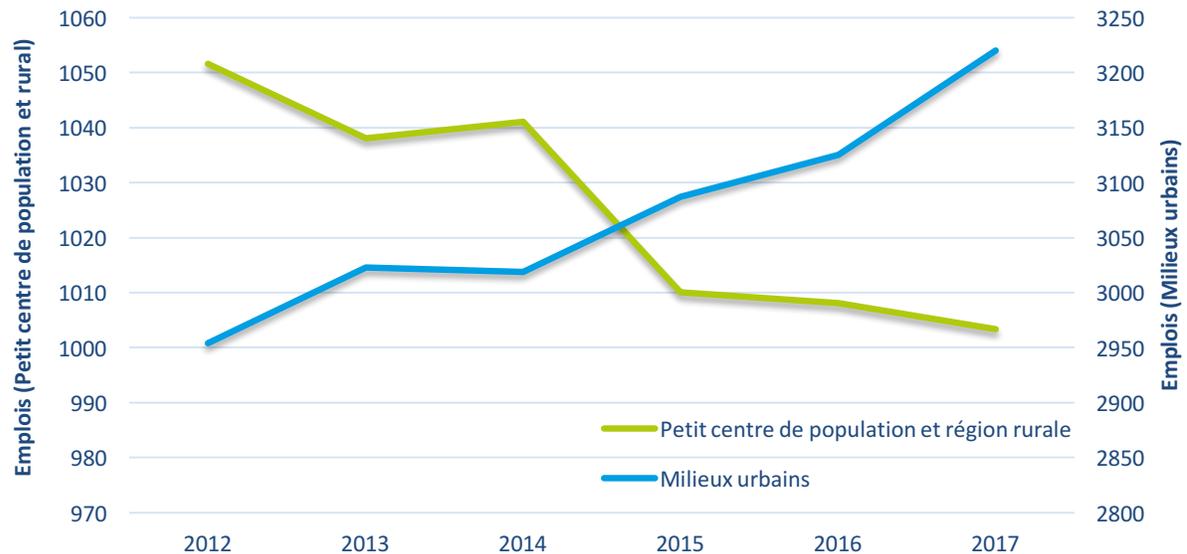
Dans le cadre de son enquête sur la population active, Statistique Canada publie des données sur l'emploi qui permettent de comparer la performance des régions métropolitaines de recensement (RMR) et des agglomérations de recensement (AR) avec celle des petits centres de population de moins de 10 000 habitants et des régions rurales¹. Elles nous permettent donc de comparer la croissance des emplois en milieu régional et rural avec celle des moyens et grands centres urbains².

Ces données montrent que s'il s'est créé plus de 265 000 emplois dans les milieux urbains du Québec depuis 2012, les petits centres de population et les régions rurales ont, en contrepartie, vu disparaître 48 300 emplois sur leur territoire, soit une diminution de 4,6 % (voir figure 1).

¹ Un petit centre de population est une région à l'extérieur d'une région métropolitaine de recensement et d'une agglomération de recensement et qui a une population d'entre 1 000 et 10 000 habitants. De plus, les régions rurales incluent ici les régions rurales des RMR et des AR.

² Il s'agit d'une définition similaire de milieu rural et urbain que celle utilisée par l'étude du Conference Board du Canada (2009) sur l'importance du milieu rural dans l'économie du Québec.

Figure 1 : Évolution de l'emploi entre les milieux urbains et les petits centres de population et les régions rurales, milliers d'emplois, 2012-2017



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active

Plus spécifiquement, entre décembre 2015 et 2017, la période durant laquelle la croissance de l'emploi au Québec a été la plus marquée, il y a eu une perte nette de 23 000 emplois dans les petits centres de population et les régions rurales du Québec. Force est de constater que si le Québec a connu une croissance importante de ses emplois, cette croissance ne s'est pas étendue aux régions.

Il est important de noter que les données de l'enquête sur la population active et du recensement sont basées sur le lieu de résidence du répondant et non sur son lieu de travail. Cependant, considérant que les déplacements pour le travail s'effectuent en majorité des régions rurales et périurbaines vers les grands centres urbains, et que la présence de personnes en emploi, sans égard au lieu de travail, représente un élément important de la vitalité économique d'une municipalité, nous considérons qu'il s'agit d'une bonne mesure dans une perspective d'occupation dynamique du territoire.

Une analyse par MRC qui confirme notre constat initial

À l'inverse des données de l'enquête sur la population active, les données du recensement, malgré qu'elles ne sont disponibles qu'une fois tous les cinq ans, ont l'avantage d'être plus précises et de permettre une analyse plus fine par MRC et par territoire équivalent. Elles permettent donc d'approfondir nos observations faites plus haut sur la situation de l'emploi dans les régions.

Nous utiliserons la typologie développée par Jean et Coll (2009) et qui permet de classer les MRC et territoires équivalents³ en :

- Milieux essentiellement ruraux;
- Milieux intermédiaires : MRC essentiellement rurale ayant en son sein une agglomération de plus de 20 000 habitants;
- Milieux péri-métropolitains : MRC adjacentes à Québec ou Montréal et ayant une synergie économique forte avec la ville centre;
- Grands centres urbains.

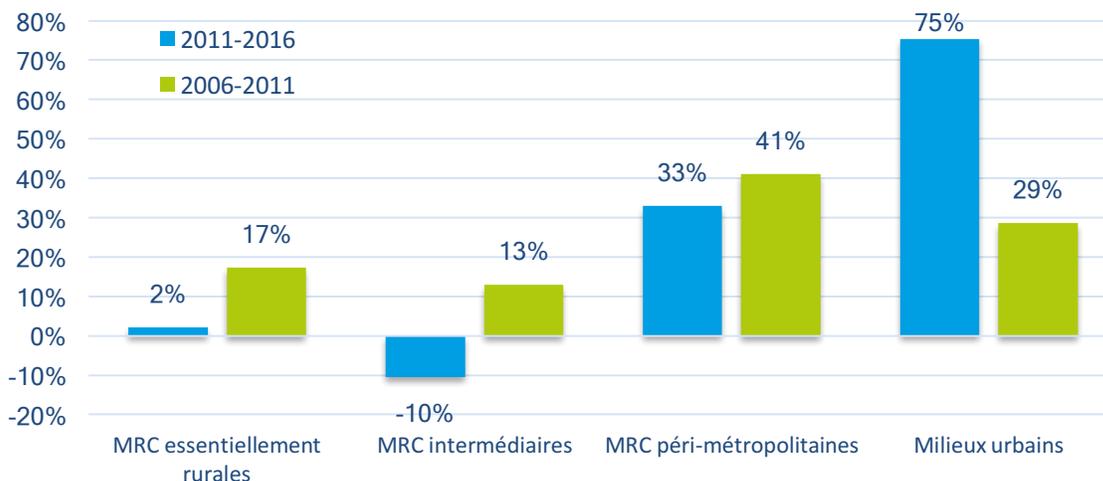
Avec cette typologie, il nous est possible d'analyser l'évolution de l'emploi dans les différents milieux du Québec. Le territoire étudié diffère de celui examiné plus haut. Par exemple, nous retrouvons dans plusieurs MRC essentiellement rurales des agglomérations de recensement qui étaient exclues de notre analyse par petit centre de population et par région rurale. Toutefois, cette typologie nous permet de jeter un regard différent sur l'évolution de l'emploi régional au Québec et de valider notre constat fait à l'aide des données de l'enquête sur la population active.

Ainsi, dans les MRC essentiellement rurales ou intermédiaires, le nombre de personnes en emploi a diminué de 5 755 entre 2011 et 2016. Dans 55 des 77 MRC essentiellement rurales ou intermédiaires, la population en emploi en 2016 est inférieure à celle de 2011. À l'inverse, dans les MRC péri-métropolitaines et dans les grands centres urbains, le nombre de personnes en emploi a augmenté respectivement de 22 715 individus et de 51 945 individus dans la même période.

Les données du recensement nous permettent également de comparer la croissance des emplois dans les cinq dernières années avec celle de la période antérieure. Ainsi, si les MRC du Québec ont été les hôtes de 71 % des nouveaux emplois entre 2006 et 2011, leur contribution à la hausse des emplois entre 2011 et 2016 est de seulement 25 % alors que les grands centres urbains accaparent 75 % de la croissance de l'emploi (voir figure 2). Autrement dit, entre 2011 et 2016, 75 % des nouveaux emplois au Québec se sont concentrés dans les neufs plus grandes villes du Québec, soit, Lévis, Québec, Trois-Rivières, Sherbrooke, Saguenay, Longueuil, Laval, Montréal et Gatineau.

³ Il s'agit de la même typologie développée Jean et coll. (2009) et utilisée dans l'étude des politiques rurales de l'OCDE (2010).

Figure 2 : Croissance des individus en emploi selon la nature du milieu, Recensements de 2006, 2011 et 2016



Source : Statistique Canada, Recensements de 2016 et 2011

Une diminution significative du nombre de chômeurs

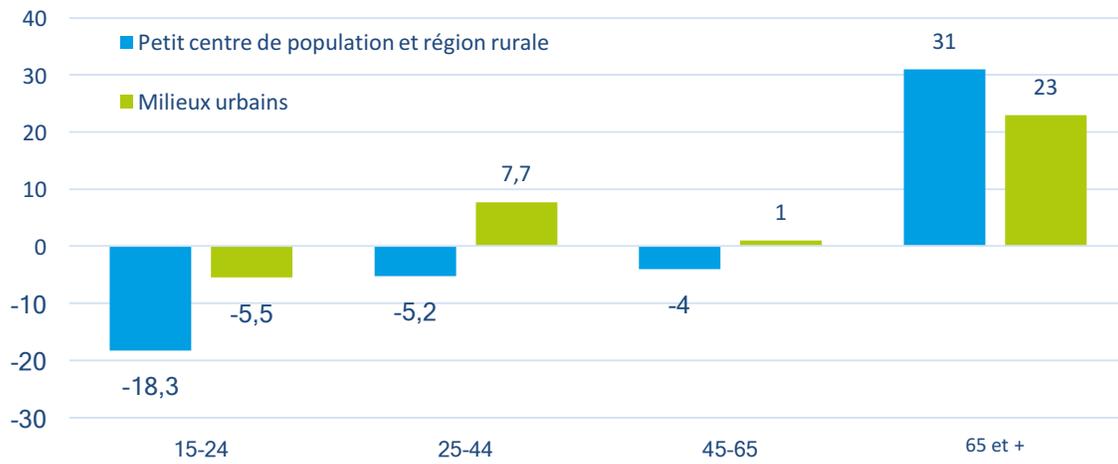
Si les données dévoilées jusqu'ici peuvent laisser croire à une détérioration du marché du travail, c'est tout à fait le contraire qui s'est produit sur la période étudiée. En effet, le nombre de chômeurs dans les petits centres de population et dans les régions rurales du Québec est passé de 81 900 en 2012 à seulement 61 000, soit une diminution de 25,5 %. Proportionnellement, cette diminution du nombre de chômeurs est plus importante que celle observée en milieu urbain, qui était de 16,8 %.

Les premiers effets tangibles du vieillissement de la population

Si la disparition de nombreux emplois en région ne mène pas parallèlement à une hausse du chômage, il est nécessaire de se tourner vers des facteurs démographiques pour expliquer cette situation inusitée.

Entre 2011 et 2016, la population âgée de 65 ans et plus a augmenté de 31 % dans les petits centres de population et les milieux ruraux du Québec. À l'inverse, la population âgée entre 15 et 24 ans a diminué de près de 18,3 %. Quoique cette situation n'est pas unique aux petites et moyennes municipalités, elle y est fortement accentuée (voir figure 3). Ainsi, si le vieillissement de la population est apparu pendant des années comme un phénomène lointain sans effet immédiat, nos régions ressentent présentement les premiers effets négatifs en ce qui a trait à la disponibilité de la main-d'œuvre et du nombre de personnes en emploi.

Figure 3 : Croissance en pourcentage des différents groupes d'âge, petit centre de population et milieu urbain, 2011-2016



Source : Statistique Canada, Recensements de 2016 et 2011

L'indice de remplacement de la main-d'œuvre est un bon facteur pour mesurer l'ampleur du défi auquel feront face nos communautés rurales. Cet indice mesure le renouvellement du bassin de main-d'œuvre potentiel en faisant le ratio du nombre de personnes qui s'approchent de l'âge de la retraite (55 à 64 ans) et du nombre de personnes qui intègrent le marché du travail (20 à 29 ans).

Comme le notait le gouvernement du Québec dans son plus récent portrait économique des régions, cet indice a chuté sous la barre des 100 dans la dernière décennie, passant de 109,1 en 2006 à 89,7 en 2016. Pour les milieux essentiellement ruraux et les milieux intermédiaires, ces taux sont encore plus bas : 60 et 73, alors qu'une analyse par MRC nous permet de constater que seule la MRC de Caniapiscau avait un indice de remplacement supérieur à 100.

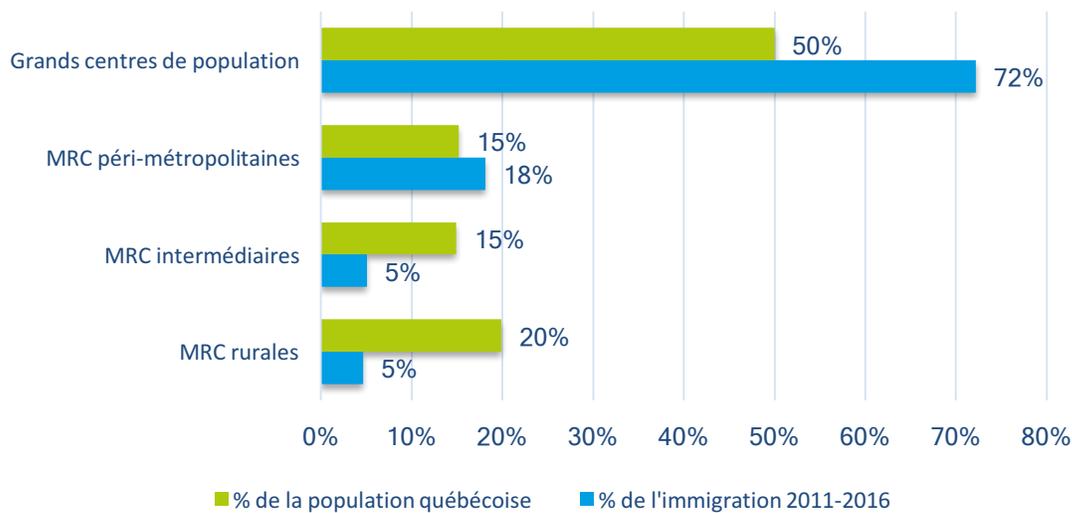
Le défi du renouvellement de la main-d'œuvre est donc énorme et, face aux données mises en valeur dans cette note, ne peut pas être ignoré si nous souhaitons maintenir le poids économique de nos régions.

L'immigration : une solution présentement limitée aux milieux urbains

L'immigration est une des solutions privilégiées pour contrer les effets négatifs du vieillissement sur la disponibilité de main-d'œuvre et sur le nombre d'emplois. Elle explique pourquoi les régions urbaines du Québec ont un indice de remplacement de 112,3 et que les territoires urbains connaissent une croissance de 7,7 % de leur population âgée entre 25 et 44 ans.

Malheureusement, cette solution est présentement limitée aux milieux urbains. Malgré le fait qu’elles représentent plus de 30 % de la population du Québec, les MRC rurales et intermédiaires ont accueilli moins de 10 % des nouveaux immigrants entre 2011 et 2016 (voir figure 3). Ce déséquilibre qui existe depuis plusieurs années dans la destination des nouveaux immigrants a pour effet que les personnes immigrantes représentent 33 % de la population des milieux urbains et seulement 2,6 % de la population des MRC rurales.

Figure 4 : Destination de la population immigrante selon la nature du milieu



Source : statistique Canada, Données du Recensement de 2016

Analyse des emplois par industrie : Une perte importante dans les domaines professionnels

Une analyse par secteur économique nous permet également d’observer les différentes tendances au niveau de l’emploi en région et de les comparer avec l’évolution de l’emploi en milieu périurbain et urbain. Si nous constatons que certains secteurs d’emploi en région suivent la même trajectoire que celles des milieux plus urbains, d’autres évoluent en sens inverse de la tendance provinciale, un constat inquiétant.

Dans les MRC principalement rurales et intermédiaires, la plus grande perte d’emplois se situe dans le secteur de la fabrication, avec une perte de 11 420 emplois de 2011 à 2016. Toutefois, si ce nombre est majeur, il témoigne de l’importance du milieu manufacturier dans l’économie de nos régions. De plus, cette diminution, quoique accentuée en région, suit la tendance provinciale, alors que le nombre d’emplois en fabrication a diminué de 4,6 % en milieu essentiellement rural, de 6,8% dans les milieux

intermédiaires, de 4,8 % dans les milieux péri-métropolitains et de -1,5 % en milieu urbain.

À l'inverse, nous observons une croissance remarquable du nombre d'emplois en milieu rural dans les soins de santé (+ 7,3 %) dans l'hébergement et la restauration (+ 6,7 %) et dans les services administratifs (14,2 %), une croissance qui se reflète également dans les milieux périurbains et urbains de la province.

Cependant, dans certains secteurs professionnels, l'emploi dans les MRC rurales semble prendre une trajectoire différente de celle des milieux péri-métropolitains et urbains. Dans le secteur des finances et de l'assurance, des services immobiliers et de gestion de sociétés et d'entreprises, nous observons une décroissance de respectivement 11,8 %, 3,7 % et 58,3 % dans les MRC essentiellement rurales entre 2011 et 2016. Les MRC intermédiaires, loin d'échapper à cette tendance, ont connu des baisses similaires dans ces secteurs . À l'inverse, en milieu urbain, ces secteurs ont connu une croissance de 9,6 %, 3,8 % et de 16,8 %. Étant donné l'importance de ces secteurs pour la vitalité d'une région et sa capacité à se développer, il s'agit là encore d'un constat inquiétant.

Tableau 1 : Variation de l'emploi par industries et par milieu, 2011-2016, en pourcentage

Industrie	Rural	Intermédiaire	Péri-métropolitain	Urbain
Ensemble des industries	-0,3	-1,0	3,6	2,6
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	-2,0	-7,8	6,7	26,3
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	4,7	-7,5	34,2	20,5
Services publics	-14,2	-18,8	-13,9	-16,0
Construction	2,9	5,3	8,8	4,4
Fabrication	-4,2	-6,8	-4,8	-1,5
Commerce de gros	-5,9	-3,4	-4,6	-9,6
Commerce de détail	0,6	-0,6	2,3	2,0
Transport et entreposage	0,9	5,2	3,3	4,1
Industrie de l'information et industrie culturelle	-1,8	0,6	-0,4	3,8
Finance et assurances	-11,8	-8,7	1,2	10,0
Services immobiliers, de location et de location à bail	-3,7	-11,2	-0,2	3,1
Services professionnels, scientifiques et techniques	0,3	-2,0	0,8	3,7
Gestion de sociétés et d'entreprises	-58,3	-57,6	-20,5	13,7
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	14,3	10,3	16,3	12,2
Services d'enseignement	-3,4	-0,7	6,5	2,6
Soins de santé et assistance sociale	7,3	7,6	12,9	5,7
Arts, spectacles et loisirs	-2,4	6,7	13,4	8,4
Services d'hébergement et de restauration	6,7	4,1	13,5	12,0
Autres services (sauf les administrations publiques)	-0,4	1,6	3,3	3,6
Administrations publiques	-9,4	-14,0	-3,3	-12,1

Conclusion

Les tendances dans l'emploi régional présentées dans cette note économique sont inquiétantes. Si la baisse du chômage est bienvenue à court terme, l'absence d'un réel ajout d'emplois en région augure leur dévitalisation et le déplacement de l'activité économique vers les grands centres urbains. Dans le même ordre d'idées, si la croissance exceptionnelle de l'emploi au Québec est une excellente nouvelle, force est de constater que cette croissance ne s'est pas étendue aux régions.

Les régions procurent une contribution essentielle à l'organisation territoriale, à la production économique et à la qualité de vie de millions de citoyens québécois. Des efforts importants devront donc être faits pour s'assurer qu'elles ont les ressources nécessaires pour maintenir leur poids économique et qu'elles contribuent à la croissance économique du Québec. Il est évident, à la lumière de cette note, que l'augmentation de l'immigration en région constitue une partie importante de la solution, non seulement dans la ville centre, mais également dans les plus petits centres de population. Un soutien gouvernemental approprié aux différentes instances de développement local et régional, qui font un travail remarquable pour attirer la main-d'œuvre et les entreprises en région, est également nécessaire.

De plus, une politique agressive de déconcentration de l'administration publique en région devrait être mise en place et ce non seulement vers les villes centres des régions, mais également vers les petits centres de population et les municipalités rurales.

Sources

- BOUCHER, Isabelle et Nicolas FONTAINE (2011), *L'aménagement et l'écomobilité, Guide de bonnes pratiques sur la planification territoriale et le développement durable*, Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, 232p.
- CONFERENCE BOARD DU CANADA (2009), *Les communautés rurales : L'autre moteur économique du Québec*
- GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (2017), *Portrait économique des régions du Québec 2017*
- INSTITUT DU QUÉBEC (2018), *L'emploi au Québec : Bilan de 2017*
- JEAN, Bruno et coll. (2009), *Comprendre le Québec rural*
- LAURIN, PRONOVOST et CARRIER, (2016) *SME Capacities and performance : Rural versus urban regions in Quebec*
- OCDE (2010), *Examens de l'OCDE des politiques rurales : Québec, Canada*
- STATISTIQUE CANADA. s.d. *Tableau 282-0137 Enquête sur la population active (EPA), estimations selon les centres de population et les régions rurales basées sur les limites du Recensement de 2011 (tableau), CANSIM (base de données), site web de Statistique Canada (distributeur), version mise à jour le 15 janvier 2018*
- STATISTIQUE CANADA (2017) *Dictionnaire du Recensement de 2016, produit n° 98-401-X2016048 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Ontario*